



Compte rendu de l'ouvrage "Understanding Post-Communist Transformation. A Bottom Up Approach"

Filip Kostelka

► To cite this version:

Filip Kostelka. Compte rendu de l'ouvrage "Understanding Post-Communist Transformation. A Bottom Up Approach". *Revue Française de Science Politique*, 2010, 60 (2), pp.388-389. 10.3917/rfsp.602.0388 . hal-03574084

HAL Id: hal-03574084

<https://sciencespo.hal.science/hal-03574084>

Submitted on 15 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

COMPTES RENDUS

Rose (Richard) - *Understanding Post-Communist Transformation. A Bottom Up Approach*. -

New York, Routledge, 2009. 224 p. Bibliogr. Index.

Vingt ans après la chute du mur de Berlin, le moment semble propice pour faire un bilan et analyser les processus de transition dans les pays d'Europe centrale et orientale. Le nouveau livre de Richard Rose propose de s'y atteler selon une approche dynamique et par le bas (« *bottom up* ») en utilisant plus d'une centaine d'enquêtes d'opinion conduites dans la région depuis 1991 par le Center for the Study of Public Policy de l'Université d'Aberdeen. Il se focalise quasi exclusivement sur les nouveaux pays membres de l'Union européenne et sur la Russie.

L'ouvrage comporte cinq parties. La première dresse un bilan de l'héritage de la période communiste. D'une part, elle montre la spécificité des sociétés issues du communisme : la faiblesse des liens entre le haut et le bas (« *hour-glass society* »), le manque de transparence, le clientélisme et l'incertitude – des éléments d'une « société anti-moderne » (au sens webérien). D'autre part, elle décrit des standards de vie nettement inférieurs à ceux de l'Europe occidentale et l'insatisfaction accumulée au sein des populations vivant sous le joug communiste. Insatisfaction dont le souvenir récent a, entre autres, permis aux individus de supporter les difficultés des processus de transition et qui les a encouragés à ne pas soutenir des alternatives non démocratiques, voire le retour du communisme.

Dans la deuxième partie, l'auteur se penche sur la transition économique. Il met en évidence que, mis à part les activités qui font partie de l'économie officielle (légale et monétarisée), les individus habitant l'espace postcommuniste ont massivement continué à avoir recours aux pratiques apprises pendant la période communiste relevant de l'économie « sociale » (non monétarisée) et « incivile » (monétarisée mais illégale). Cela a permis, contrairement à ce qu'on pourrait déduire des données macroéconomiques officielles, à la majorité des États centre- et est-européens, à la différence des Russes (dont le pays a été frappé

de crises économiques encore bien plus sévères), de traverser la transition sans avoir connu de vraies pénuries de produits de premier nécessité.

La troisième et la quatrième partie sont consacrées à la transition politique. La démocratisation, qui a suivi une séquence inverse par rapport à la démocratisation qui s'est déroulée en Europe occidentale (les élections libres ayant précédé la mise en place de l'État de droit), a réussi dans les nouveaux pays membres de l'UE et a échoué dans l'essentiel de l'espace postsoviétique. Dans le premier groupe des pays, les sondages dévoilent que mêmes les anciens communistes approuvent les nouveaux régimes mais, tout de même, certains problèmes persistent. Par exemple, les systèmes partisans, fragmentés et volatiles, empêchent une responsabilisation des gouvernants. Les électeurs restent dépolitisés et méfiants à l'égard du politique : 81 % d'eux ne s'identifient avec aucun parti politique et 31 % n'adhèrent à aucun principe idéologique (« *political outlook* »). C'est surtout l'attitude à l'égard du marché qui clive les électeurs mais elle n'est exprimée que par 43 % des électeurs.

La dernière partie, plus hétérogène, s'intéresse davantage aux évolutions les plus récentes. D'abord, elle présente la croissance du soutien populaire apporté aux nouveaux régimes démocratiques et, en même temps, elle révèle que les aspirations des Russes en matière de gouvernance ne diffèrent pas substantiellement de celles de leurs homologues occidentaux (ils souhaitent un État de droit efficace et le respect des libertés individuelles), bien que leur dévouement à l'idéal démocratique soit moins intense et bien que leurs préférences géopolitiques soient différentes (par exemple, la croyance que le futur de la Russie est lié à la Communauté des États indépendants et pas à l'Europe occidentale). Ensuite, Rose finit par discuter de la nouvelle organisation du continent européen (la naissance d'un espace public européen) et les problèmes de transition qui demeurent (tels que la corruption).

Tout en atteignant l'un de ses principaux objectifs (p. 6), être accessible à un large public, cet ouvrage a le mérite d'apporter, grâce aux riches sources empiriques, quantité de nouvelles informations relatives à l'expérience et aux attitudes des individus vivant dans l'espace postcommuniste. De surcroît, le récit de Rose passionne, assorti d'exemples concrets parlants et de remarques pleines de finesse.

Cependant, si l'accessibilité de l'ouvrage est l'un de ses atouts, c'est également l'un de ses écueils. Parfois, le lecteur peut avoir l'impression qu'elle s'est faite au prix de simplifications excessives et de la qualité de l'argumentation et de la rigueur conceptuelle, ce qui fait que les thèses avancées ne sont pas toujours très convaincantes.

En deuxième lieu, un manque de systématisation pourrait être reproché à l'auteur. Si certains chapitres font la distinction, bienvenue quoique insuffisante, entre la Russie, les autres pays de l'espace postsoviétique et le reste de l'Europe centrale et orientale, les autres ne parlent de l'espace postcommuniste que dans son ensemble, passant complètement sous silence les différences inter-pays. Il serait au contraire souhaitable d'effectuer la comparaison à l'intérieur même des grands blocs régionaux, à l'instar du chapitre douze qui analyse de manière pertinente le cas est-allemand et le compare avec les pays voisins. De même, tous les chapitres ne tiennent pas véritablement la promesse d'une approche « dynamique », c'est-à-dire n'interrogent les attitudes qu'à un moment donné au lieu d'analyser leur évolution tout au long de la période.

Enfin on s'attend à une étude des interactions des différents domaines (économique, social et politique) au cours des processus de transition, réalisable à partir du matériel empirique à disposition de l'auteur et permettant d'appréhender la période en question dans toute sa complexité. Et ce n'est pas le cas, ce qui est regrettable.

Au total, cette publication est un bon texte introductif à la transition postcommuniste, enrichi d'informations inédites et d'observations empiriques pertinentes. Il devrait attirer l'attention de tous ceux qui sont intéressés par l'espace postcommuniste ou/et les politiques et processus de transition.

Filip Kostelka -

Sciences Po Paris, Centre des études européennes (CEE)

Devin (Guillaume), dir. - *Faire la paix. La part des institutions internationales.* - Paris, Presses de Sciences Po, 2009 (Références. Mondes). 272 p.

Spécialiste des relations internationales, G. Devin réunit dans cet ouvrage un aréopage d'experts et d'universitaires autour d'une question majeure : la contribution des institutions internationales à la construction de la paix dans le monde¹. Plus précisément, l'ouvrage s'ouvre sur la question de la difficulté d'évaluer l'action des institutions internationales en matière de paix d'un point de vue objectif. Sa problématique centrale est la suivante : comment mesurer les effets de l'action des institutions internationales sur la construction de la paix dans l'espace mondial² ? G. Devin rappelle utilement dans son introduction la distinction entre institutions internationales et organisations internationales, ainsi que la façon dont les contributeurs de l'ouvrage entendent le terme d'institutions, soit « pas seulement des structures durables », mais des acteurs dotés d'un pouvoir de contrainte » (p. 15). Car, en effet, la coopération entre États située à la source des institutions internationales offre avant tout un moyen réciproque de se contrôler mutuellement, afin de s'assurer qu'aucun État membre de l'institution concernée n'enfreint les règles du jeu. La nature même de ces institutions se trouve d'ailleurs à la croisée entre organes intergouvernementaux (dont les États visent à tirer des bénéfices propres) et supranationalisme (par la production de normes communes au caractère plus ou moins contraignant, selon l'institution internationale considérée). Dès lors, le parti pris épistémologique est de les considérer comme des variables à la fois dépendantes et indépendantes des États, en relation interactive avec eux. L'approche choisie n'est donc pas exclusivement réaliste, institutionnaliste ou fonctionnaliste, mais tend à combiner ces perspectives d'analyse théorique des relations internationales, en s'attachant à la fois à analyser de près les cas d'études choisis et à dégager les raisons du maintien des institutions internationales dont la fonction principale demeure la paix et la stabilité de la planète, quand bien même leur action est loin d'être toujours optimale et facilitée par les États.

Pour ce faire, l'ouvrage se compose de deux parties s'intéressant aux deux volets de la paix : la

1. L'ouvrage a été publié une première fois en 2005, et augmenté dans l'édition de 2009 : Guillaume Devin (dir.), *Faire la paix*, Paris, Pepper, 2005, 214 p.

2. Le premier auteur à avoir soulevé cette question dans la sphère académique, l'américain David Mitrany, avait développé une approche fonctionnaliste, postulant que la coopération entre États est fonctionnelle et inséparable de l'objectif de paix. Cf. David Mitrany, *A Working Peace System*, Chicago, Quadrangle Books, 1943.